

Iran : « Toute négociation serait une faute historique »

La confrontation ouverte entre Israël, les États-Unis et l'Iran redistribue les cartes au Moyen-Orient. Pour Antoine Basbous, politologue chez Forward Global et directeur de l'Observatoire des pays arabes, la République islamique joue sa survie politique, tandis que la France révèle ses fragilités stratégiques.

Après [plusieurs jours de frappes israélo-américaines](#) visant des infrastructures stratégiques iraniennes, le Moyen-Orient est entré dans une phase de confrontation directe inédite depuis des décennies. Tandis que le Hezbollah a ouvert un nouveau front depuis le Liban et que les capitales européennes appellent à la désescalade, la France a opéré un revirement diplomatique éclair, passant d'une posture de retrait à l'affirmation d'une solidarité avec ses alliés.

À Washington, Donald Trump a fait le choix d'un affrontement direct avec Téhéran, misant sur l'épuisement militaire et politique du régime plutôt que sur une reprise des négociations. Pour le politologue Antoine Basbous, cette stratégie repose sur un pari : que la chute des proxys régionaux et la pression militaire finissent par provoquer des ruptures internes, et un renversement du régime. Entretien.

Le Point : La diplomatie française a connu un retournement saisissant en moins de 24 heures : dimanche, Emmanuel Macron affirmait n'avoir été ni informé ni impliqué dans l'offensive israélo-américaine ; lundi, Paris se déclarait solidaire de ses alliés. Comment lisez-vous ce basculement ?

Antoine Basbous : La première réaction – celle de samedi soir – était épidermique. Elle reflétait une vexation sincère : la France, présente historiquement dans la région, membre permanent du Conseil de sécurité, n'a pas été prévenue de l'offensive israélo-américaine. C'est une claque. Macron a dit qu'il « n'était ni informé ni impliqué ». Cette formule révèle une marginalisation que la communication française a ensuite amplifiée, en la revendiquant publiquement – ce qui était une erreur. Le monde entier sait maintenant que la France compte peu dans ce dossier.

À LIRE AUSSI

Abnousse Shalmani – Iran et diplomatie française : l'art de rater l'Histoire en marche



Editer

Et puis, au réveil du lendemain, la réalité a imposé sa logique : tous nos partenaires sont ciblés. L'Iran a frappé la base navale française d'Abu Dhabi aux Émirats arabes unis – pays avec lequel la France a signé un accord de défense solide en 2009. L'Iran a également touché la base britannique d'Akrotiri à Chypre, territoire européen même si le Royaume-Uni n'est plus dans l'Union. Il fallait rentrer dans la danse. La déclaration de Jean-Noël Barrot dans la matinée en a été l'expression.

Quand on vend des Rafale, des CAESAR, des frégates multimissions (FREMM), des systèmes de défense antiaérienne aux Émirats et au Qatar, quand l'industrie française de l'armement vit en partie de ces commandes, on a une obligation morale – pas seulement contractuelle – d'être présent quand ces pays sont sous le feu. Les accords de défense ne sont pas des accords de papier pour les temps de paix. Il est inutile de se réfugier derrière l'ONU ou le Conseil de sécurité. Ce même Conseil n'a jamais approuvé le nucléaire iranien clandestin, ni le terrorisme iranien qui a frappé la France, les États-Unis et l'ensemble des pays du Golfe. On ne peut pas invoquer indéfiniment la légalité internationale quand l'adversaire s'en affranchit systématiquement.

Certes, la France est désargentée, surendettée – d'une dette qui, de surcroît, n'a pas été investie dans des capacités militaires ou dans la grandeur du pays. Elle n'a pas de munitions. Mais elle a encore une image, un siège au Conseil de sécurité, des partenariats régionaux qui cherchent à lui faire jouer sa carte à jouer – celle de la fermeté, de la fiabilité, de la présence.

L'article a bien été enregistré

L'Iran, cerveau de toutes les guerres

Comment définissez-vous ce qui se joue en ce moment ? De quel type de conflit s'agit-il, et que cherche la coalition israélo-américaine ?

Nous assistons à l'aboutissement d'un processus engagé le 8 octobre 2023. Les massacres du 7 octobre n'étaient pas une initiative locale ou isolée : il s'agissait d'[une opération iranienne conduite par procuration](#). L'Iran a organisé cette attaque à travers ses « essaims de frelons », c'est-à-dire l'ensemble des milices et organisations armées qu'il a méthodiquement positionnées autour d'Israël.

Ces proxys ont été décapités les uns après les autres : le Hamas à Gaza, le Jihad islamique, le renversement d'Assad en Syrie et en Irak, et une partie de l'appareil militaire du Hezbollah. Il restait le cerveau. Ce cerveau, c'est la République islamique d'Iran.

Or ce régime a lui-même contribué à s'exposer. D'abord par l'affaiblissement de ses relais régionaux, mais aussi par ses choix stratégiques : l'enrichissement illicite de l'uranium à 60 %, l'accumulation de plus de 400 kilos de matières enrichies sans justification civile, le développement de missiles balistiques capables d'atteindre le sud de l'Europe, et la pratique continue du terrorisme, financé, organisé et exporté.

Nous sommes désolés. Le chargement du contenu a expiré. Veuillez réessayer.

Réessayer

Aujourd'hui, ce régime est quasiment indéfendable sur le plan politique et stratégique. Il a violé toutes les lignes rouges et défié durablement la communauté internationale. Ce qui se joue dépasse donc largement la séquence militaire actuelle : c'est l'architecture du Moyen-Orient pour les cinquante prochaines années qui est en train de se redessiner.

Il faut être très clair : il ne s'agit pas de se débarrasser de l'Iran en tant que pays ou civilisation. Il s'agit de mettre fin à la République islamique, à un régime théocratique dont l'ADN est le terrorisme international. Nous arrivons à la fin d'un cycle historique de près d'un demi-siècle, celui de la doctrine Soleimani. Sous cette doctrine, l'Iran contrôlait directement ou indirectement quatre capitales arabes — Bagdad, Damas, Beyrouth et Sanaa — auxquelles s'ajoutait Gaza. Cette époque est en train de s'achever.

Certains affirment que les négociations en cours avant les frappes avaient abouti à des concessions importantes de l'Iran, y compris sur son programme balistique. Ce tableau vous semble-t-il exact ?

Non. Ces négociations étaient une feuille de vigne – des deux côtés. Un rideau de fumée destiné à masquer les préparatifs militaires. Washington avait besoin de temps pour acheminer ses renforts dans la région : deux groupes aéronavals, dont le Gerald Ford positionné face aux côtes israéliennes non pour projeter la puissance, mais pour assurer la protection antimissile du ciel israélien. Il fallait également renforcer les systèmes de défense des pays du Golfe et d'Israël. Ce déploiement prend du temps.

Du côté iranien, la tactique était identique : gagner du temps pour anesthésier Trump, le noyer dans des détails, faire croire à des avancées. Les Iraniens ont d'abord imposé leur agenda à 100 % – ils ont exigé de déplacer les négociations de Turquie à Oman, écarté tous les pays voisins, restreint les discussions au seul dossier nucléaire en excluant les missiles balistiques, qu'ils présentaient explicitement comme « non négociables ». Et chaque semaine, ils réclamaient un nouveau délai : « On revient la semaine prochaine avec des propositions », « Il faut consulter le Guide, il n'est pas joignable »... C'était du bluff à grande échelle.

La dernière pièce de ce poker menteur, c'est que le secrétaire d'Etat Marco Rubio devait arriver en Israël ce jour-là – ce qui supposait des aéroports ouverts, une situation calme. Les mollahs à Téhéran ont cru que la veille du Chabbat et de Pourim leur offrait une fenêtre de sécurité. Ce fut une erreur d'appréciation fatale. Il n'y a jamais eu de vraie négociation sur les missiles balistiques. Ce dossier n'était, selon les Iraniens eux-mêmes, tout simplement pas sur la table.

Les pays arabes : entre soulagement et crainte

Quelle est la position des pays arabes face à cette offensive ? Souhaitent-ils réellement la chute de ce régime après quarante-sept ans ?

Tous, sans exception, ont payé le prix du terrorisme pratiqué par l'Iran et ses milices. Ils détestent ce régime – mais ils en ont peur. Ils ont peur de ce serpent, craignant que si on l'agite, il vienne les mordre. En revanche, si on leur assure qu'on va lui couper la tête – et non pas seulement lui briser les dents – ils sont rassurés. Cette nuance est capitale.

L'article a bien été enregistré

À LIRE AUSSI

François-Xavier Bellamy : « Il est absurde de se revendiquer du droit international devant un régime qui n'a cessé de le violer »

Editer

Mais leur soutien est tempéré par deux craintes contradictoires. La première, c'est le chaos post-chute du régime. L'Iran est un pays de 90 millions d'habitants appauvris, avec sept ou huit frontières terrestres et maritimes. Si l'État s'effondre, les Iraniens situés sur la côte ouest pourraient prendre des bateaux et devenir des boat people débarquant sur les rivages des pays du Golfe. La Turquie, qui partage une longue frontière, n'a aucune envie d'accueillir des centaines de milliers, voire des millions de réfugiés. Idem pour l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Pakistan.

La deuxième crainte est exactement inverse : que l'intervention marche trop bien. Qu'un Iran libéré, reconstruit, riche de ses ressources naturelles, de ses compétences humaines et de ses besoins immenses devienne l'eldorado de la région, attirant tous les investissements du monde. Un pays « vierge » en quelque sorte, qui a besoin de tout — face à des pays du Golfe déjà saturés et optimisés. Cette perspective que l'Iran nouveau pourrait éclipser Dubaï, Riyad ou Doha comme destination privilégiée des capitaux est une crainte que les monarchies du Golfe n'osent pas exprimer tout haut.

Il y a aussi une dimension psychologique profonde. Les Iraniens, quand ils débarquent à Abou Dhabi, Dubaï, Riyad ou Doha, ont l'impression d'atterrir sur une autre planète, face à des infrastructures du XXI^e siècle que leurs propres villes ne connaissent pas. Pendant ce temps, chez eux, on cannibalise les avions civils faute de pièces détachées soumises à sanctions, et des crashes d'appareils vieux de trente, quarante ou cinquante ans émaillent l'actualité chaque semaine. Cette comparaison est insupportable pour une nation qui a conscience de sa valeur.

Le Hezbollah a rouvert un front depuis le Liban cette nuit. Était-ce une erreur de l'Iran que d'activer ce proxy, au risque de précipiter à nouveau le Liban dans l'abîme ?

Pour l'Iran, c'est la démonstration que cet investissement au-delà de ses frontières a une utilité stratégique. Le Hezbollah a agi dans la nuit de dimanche à lundi précisément pour soulager le front iranien, créer une diversion, contraindre Israël à combattre sur plusieurs fronts simultanément. C'est sa fonction première. Et rappelons que la subordination du Hezbollah à Téhéran n'était pas un secret : Hassan Nasrallah lui-même le disait publiquement à la télévision — « Je suis un soldat dans l'armée du Wali al-Faqih », c'est-à-dire du Guide Khamenei. C'était une déclaration de vassalité assumée.

Pour le Liban, en revanche, c'est une catastrophe sans nom. Le Hezbollah a progressivement subtilisé les fonctions régaliennes de l'État libanais. Depuis plus de vingt ans, c'est lui qui décide des guerres, lui qui a conduit à la faillite du pays – le Liban est en cessation de paiement depuis 2020. La destruction de quinze kilomètres de villages chiites frontaliers d'Israël lors du précédent round, les nouveaux ordres d'évacuation portant sur une cinquantaine de villages supplémentaires... Dans la banlieue sud de Beyrouth, le fief du Hezbollah, les biens immobiliers ont déjà perdu 60 % de leur valeur. Le Hezbollah a appauvri sa propre base sociale, les chiites libanais, en leur promettant la Galilée et en leur livrant la ruine.

On devait tenir le 5 mars à l'Élysée une conférence internationale présidée par Macron et le président libanais Aoun pour soutenir l'armée libanaise, avec de nombreux donateurs du Golfe et d'Occident. Elle a été reportée.

« Négocier, c'est capituler »

On entend encore nombre de voix appeler à une résolution politique du conflit, un cessez-le-feu, une reprise des négociations. Est-ce réaliste aujourd'hui, ou faut-il aller jusqu'à la décapitation du régime ?

Négocier aujourd'hui avec ce régime, c'est le légitimer pour des décennies. Si la République islamique traverse ce conflit debout – même affaiblie, même amputée de son Guide suprême –, elle aura prouvé qu'elle peut affronter simultanément les États-Unis, Israël, ses voisins du Golfe, et son propre peuple. Et qu'elle a tenu. À ce moment-là, elle gagne une légitimité considérable, suffisante pour gouverner encore cinquante ans. La désescalade, c'est le retour au statu quo. C'est offrir un avenir à la République islamique.

L'article a bien été enregistré

À LIRE AUSSI

Kamel Daoud – Pourquoi une gauche mondiale préfère Khamenei vivant, à l'Iran libre ?

Editer

Il faut achever le travail, tourner la page, redessiner l'architecture régionale pour les cinquante prochaines années. Sans ce régime, mais avec un autre Iran. Un Iran qui ressemble à sa population, libéral, réconcilié avec le reste du monde. Et cessons de nous réfugier derrière la légalité internationale quand toutes les parties ne la respectent pas. Quand l'adversaire s'assoit sur le droit international, on ne peut pas s'y accrocher indéfiniment.

Comment imaginez-vous une sortie de crise ? Existe-t-il un scénario où l'Iran sort lui-même de l'impasse ?

Le scénario le plus souhaitable, c'est qu'un acteur iranien surgisse, issu du régime lui-même, de l'armée régulière plutôt que des Gardiens de la révolution, et dise : « Je représente le nouvel Iran. J'ai l'institution militaire avec moi. Je veux négocier la levée des sanctions et le retour de mon pays dans le concert des nations. Nous ne sommes plus une menace pour nos voisins. » C'est le scénario d'un Boris Eltsine iranien issu du régime qui retourne l'appareil d'État.

Ce n'est pas aussi improbable qu'il y paraît. Quand les Gardiens de la révolution n'auront plus de moyens de communication fonctionnels, détruits par les bombardements ou neutralisés par la guerre cyber, quand ils n'auront plus d'autorité réelle sur leurs troupes, beaucoup enlèveront leur treillis et se fondront dans la foule. C'est le pari que fait Donald Trump. Un vrai pari, mais il n'est pas irrationnel. Car tout le monde n'est pas Pasdaran en Iran, tout le monde n'est pas mollah. L'opinion publique iranienne est majoritairement hostile à ce régime depuis des décennies. Et pour cause : un dollar vaut désormais deux millions de rials. Ce pays est privé de tout commerce normal depuis un demi-siècle. C'est l'enfer quotidien pour des millions de personnes qui n'ont rien demandé.

La sortie de crise ne peut donc pas venir d'une posture de défi – « on est les plus forts, on désescalade et on renégocie notre survie ». Elle doit venir après la défaite militaire reconnue, après la faillite admise, avec une nouvelle gouvernance. Voilà l'unique séquence crédible.

L'article a bien été enregistré